

# Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo

PAR JUDITH VERWEIJEN ET CLAUDE IGUMA WAKENGE

## Points clés

- En raison de la prolifération de petits groupes armés et de la disparition et dispersion des mouvements rebelles de plus grande ampleur, la configuration des groupes armés dans l'est du Congo est de plus en plus fragmentée.
- Cette fragmentation résulte de la conjugaison de plusieurs facteurs, à savoir l'implication croissante d'acteurs politiques au niveau micro-local dans la politique militarisée, la volatilité de la dynamique des conflits locaux, et le recours à des politiques militaires contre-productives, notamment à des opérations militaires.
- Depuis la fin de l'intégration globale des groupes rebelles dans l'armée nationale congolaise, les opérations militaires représentent la stratégie de prédilection pour lutter contre les groupes armés.
- Ces opérations militaires ne s'inscrivent pas dans le cadre de démarches politiques plus larges visant à convaincre les groupes armés de déposer les armes.
- Il est impératif de concevoir des politiques axées principalement sur les groupes armés à proprement parler ainsi que sur leurs réseaux de soutien politico-économique, et de compléter ces politiques par une réforme de l'armée et des mesures pour venir à bout de la dynamique des conflits.

## Introduction

Après la défaite militaire de la rébellion du M23 en novembre 2013, la mobilisation armée s'est poursuivie à un rythme effréné dans l'est de la République démocratique du Congo. Malgré



Un soldat des FARDC à Kibumba, septembre 2012

un fort retentissement, une première série de redditions n'a pas duré, et elle a surtout concerné des combattants individuels plutôt que des groupes armés entiers. Courant 2014, le paysage des groupes armés a connu une nouvelle fragmentation, les groupes existants se scindant alors qu'en émergeaient de nouveaux. D'après des calculs récents, les provinces du Kivu compteraient à elles seules plus de 70 groupes.<sup>1</sup> La plupart de ces groupes—tels que les différentes factions Raïa Mutomboki et Nyatura—ne sont pas des mouvements rebelles de grande envergure mais regroupent des combattants en nombre limité et variable, souvent inférieur à 300. Comment expliquer la prolifération des groupes armés de faible envergure dans l'est du Congo ? Quelles politiques ont été adoptées pour venir à bout de cette problématique ? Et, enfin, quelles en sont les implications pour les efforts de stabilisation et de consolidation de la paix ?

Ce document d'information a pour objectif d'identifier les principaux mécanismes qui sous-tendent la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo. Il met en évidence un paradoxe, à savoir que les politiques qui ont justement été adoptées pour venir à bout des groupes armés sont devenues un facteur de leur prolifération. Citons notamment les opérations militaires, qui

---

depuis peu constituent la principale stratégie de stabilisation. Il est par conséquent impératif d'élaborer des politiques alternatives qui non seulement cherchent à convaincre les groupes armés de déposer les armes, mais qui se penchent également sur leurs réseaux de soutien politique et économique au sens large.

## Comment expliquer la prolifération des groupes armés

L'apparition récente d'une multitude de petits groupes armés peut s'expliquer par la conjugaison de trois facteurs :<sup>2</sup> premièrement, l'implication croissante d'acteurs politiques au niveau micro-local dans la mobilisation armée, entraînant une « démocratisation » de la politique militarisée ; deuxièmement, la volatilité permanente de la dynamique des conflits locaux ; et troisièmement, le recours à des politiques militaires contre-productives.

### *La « démocratisation » de la politique militarisée*

Pendant la première décennie qui a suivi la Seconde Guerre du Congo (1998–2003), ce sont principalement les élites nationales et provinciales qui ont été l'élément moteur décisif de la nouvelle mobilisation armée, en lien avec des acteurs régionaux.<sup>3</sup> Une insatisfaction face aux développements qui ont suivi la conclusion des accords—souvent imputable à une baisse de leur pouvoir, de leur statut et de leurs revenus—a poussé de nombreux chefs militaires ainsi que des décideurs politiques et des hommes d'affaires alliés à refuser de déposer les armes ou à créer de nouveaux groupes armés. En parallèle, affirmant représenter les communautés dont ils étaient originaires, ces entrepreneurs politico-militaires ont fait valoir des griefs irrésolus, tels que l'insécurité permanente et les conflits relatifs au territoire, à l'identité, à l'autorité locale et aux ressources. En raison d'interdépendances entre, d'une part, la concurrence inter-élites et, d'autre part, les conflits entre et au sein des communautés, la mobilisation armée d'un groupe a souvent favorisé la mobilisation d'autres groupes qui craignaient de se retrouver comparativement désavantagés. Cette logique est à rapprocher du dilemme de sécurité, qui signifie que des groupes et des élites renforcent leur position militaire lorsqu'ils se sentent menacés ou dominés.

Pour les acteurs politiques, l'instauration de liens avec les groupes armés présente de nombreux avantages. Premièrement, elle renforce leur pouvoir au sein de leur circonscription. Elle leur permet d'accroître leur influence sur les autorités locales, mais elle leur confère aussi un avantage dans les conflits et dans le cadre de la compétition électorale et économique. En outre, l'établissement de liens avec des groupes armés permet aux acteurs politiques d'accroître leur soutien populaire, surtout lorsque ces groupes armés sont perçus comme protégeant les intérêts et la sécurité des communautés. Une position de pouvoir renforcée au niveau local peut ainsi se traduire par un accès accru aux cercles du pouvoir provinciaux et nationaux. Grâce à l'influence qu'ils exercent sur les groupes armés et à leur capacité à mobiliser des partisans à l'échelon local, les politiciens et les hommes d'affaires deviennent des personnalités avec lesquelles il faut compter. Les individus au pouvoir se retrouvent donc contraints de s'assurer du concours de ces groupes pour éviter qu'ils ne provoquent une insécurité et qu'ils n'agissent contre leurs intérêts.

Ces dernières années, cependant, les avantages associés à l'établissement de relations avec des groupes armés—du moins dans l'arène politique nationale—semblent avoir progressivement diminué. Ce type de collaboration ne garantit plus systématiquement que l'on obtienne un poste de haut niveau au sein de l'appareil politico-administratif ou des services de sécurité. Néanmoins, au niveau provincial et local, la manipulation des groupes armés continue de produire des résultats. Par conséquent, un éventail toujours plus large d'acteurs politiques adopte cette stratégie, phénomène que l'on peut qualifier de « démocratisation » de la politique militarisée. Il est de plus en plus fréquent que l'activité des groupes armés soit nourrie par des chefs coutumiers puissants, d'autres autorités locales, des ministres et des députés provinciaux, des candidats malheureux—des candidats aux élections qui n'arrivent pas à obtenir suffisamment de voix—, des chefs de moyennes entreprises ou des commandants de rang intermédiaire.

Cette « démocratisation » de la politique militarisée souligne la fragilité relative du centre politique—Kinshasa étant incapable de contrôler la myriade de réseaux du pouvoir concurrentiels dispersée

---

à travers tout le pays. Mais il faut avouer qu'elle n'est guère incitée à y veiller, la fragmentation politique désamorçant et réduisant les menaces auxquelles le régime est confronté. En outre, les liens entre les élites nationales et leur base de soutien au niveau local sont parfois fragiles. Résultat : les entrepreneurs politico-militaires d'un niveau inférieur ont à leur disposition un espace de plus en plus large, et parfois, les groupes armés se fragmentent lorsque les commandants, une fois privés de l'autorité et des ressources que leur procuraient les élites nationales, ne parviennent pas à maintenir une cohérence au niveau local.

L'impunité persistante alimente encore davantage l'élargissement de cet espace. Peu des responsables de groupes armés qui ont commis de graves atteintes aux droits humains ont été tenus de rendre compte de leurs actes. De même, les réseaux politiques et économiques qui soutiennent les groupes armés ont pu opérer en n'étant guère inquiétés, ce qui donne l'impression qu'une implication dans l'activité armée n'est pas très risquée. Enfin, les conflits locaux sont restés volatils, ouvrant des fenêtres d'opportunités aux d'où de nouvelles possibilités pour les entrepreneurs politico-militaires de renforcer leur position de pouvoir.

#### *Volatilité de la dynamique des conflits locaux*

Au cours des deux dernières décennies, le désamorçage de la dynamique des conflits locaux dans l'est du Congo n'a guère avancé.<sup>4</sup> Ainsi, une multitude de conflits, souvent liés aux problématiques que sont l'autorité locale, l'identité et l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles, continuent d'engendrer un regain de volatilité. Par ailleurs, la capacité à régler les conflits n'a pas beaucoup évolué. Les cadres réglementaires et juridiques existants sont en effet ambigus, ne sont pas appliqués, ou sont mal harmonisés. Qui plus est, la capacité des autorités civiles en matière d'application des lois est mise à mal tant par les hommes forts militaires que par une faible légitimité. Les mécanismes alternatifs de résolution des litiges financés par les bailleurs de fonds n'ont ni réussi à compenser ce déficit ni à résoudre les dossiers bloqués par les intérêts des élites et l'implication d'acteurs armés.

La dynamique des conflits contribue à une mobilisation armée initiée ou soutenue par les

acteurs politiques locaux, ce qui incite les gens à prendre les armes ou leur permet de justifier leur décision de le faire. Pour leur part, les groupes armés essaient d'exploiter ces conflits et de leur donner de l'ampleur afin de mobiliser un soutien populaire et parmi les élites, souvent tout en affirmant qu'ils représentent les intérêts de telle partie au conflit et de ses réseaux au sens large. Ces comportements entraînent une militarisation profonde du mécanisme de règlement des litiges, leur résolution n'en devenant que plus difficile. Lorsqu'une partie à un litige se sert d'acteurs armés pour renforcer sa position, ses concurrents se sentent contraints d'en faire autant. En raison de la multitude d'acteurs armés susceptibles d'être présents dans une même zone—qu'il s'agisse d'autres groupes armés ou d'unités de l'armée—, on a rarement du mal à se faire des alliés armés. Il en résulte des interactions complexes entre la présence de multiples factions armées et l'existence de multiples conflits locaux, dont les entrepreneurs politico-militaires locaux sont l'élément central.

#### *Des politiques militaires contre-productives*

Les politiques adoptées jusqu'à présent pour venir à bout des groupes armés n'ont pas réussi à empêcher leur prolifération. Elles ont même été contre-productives. Précédemment, l'un des principaux moyens de convaincre les groupes armés congolais de déposer les armes avait consisté à négocier leur intégration dans les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Dans ce cadre, des représentants du gouvernement, souvent des officiers FARDC et des politiciens, ouvraient des négociations secrètes avec les dirigeants des groupes armés concernant les modalités de leur intégration. Ces modalités concernaient, dans la plupart des cas, l'obtention de grades et de postes au sein des FARDC, un versement en espèces et d'autres formes de paiement informel et, dans certains cas, une garantie de ne pas redéployer les troupes dans des zones éloignées de leur ancien fief. Aux groupes armés qui avaient un agenda politique, on promettait parfois de répondre à leurs revendications politiques, même si celles-ci n'apparaissaient pas forcément dans les accords écrits. Il était d'ailleurs rare que revendications soient écoutées, les différentes parties s'accusant alors de ce que les modalités de l'accord avaient été bafouées.

---

Le fait de promettre des grades et des postes élevés aux chefs des groupes armés—et de leur conférer une impunité pour leurs crimes passés—en a incité d'autres à prendre les armes. En outre, il est arrivé que des officiers intégrés désertent de nouveau s'ils jugeaient que les traitements qu'ils avaient perçus étaient décevants, s'ils craignaient d'être persécutés ou si l'on cherchait finalement à les redéployer loin de leur ancien fief. Dans d'autres cas, seuls les principaux chefs des groupes armés ont été intégrés dans l'armée, les troupes continuant d'opérer sous les ordres de différents commandants. Ainsi, la politique axée sur des négociations et une intégration dans l'armée n'a que rarement réussi à éliminer définitivement les groupes armés. Elle a plutôt instauré un cercle vicieux, en cela que les dividendes de la paix attendus ont mis en place des structures d'incitation en faveur d'une mobilisation armée. Par ailleurs, elle a affaibli l'armée, d'où l'apparition de chaînes de commandement parallèles et de loyautés partagées. Bref, elle a stimulé la prolifération des groupes armés au lieu de l'enrayer.<sup>5</sup>

L'une des raisons pour lesquelles l'intégration des rebelles a peu réussi est qu'elle a surtout servi les ambitions individuelles des dirigeants des groupes armés. Les acteurs politiques et économiques qui les soutiennent, et le reste du groupe armé—notamment les commandants de rang intermédiaire et les soldats subalternes—n'ont généralement pas été inclus. Par conséquent, leurs griefs et leurs intérêts ont continué d'être ignorés. Cela a souvent incité des dirigeants de deuxième niveau de regagner la brousse, surtout lorsque la cohésion interne de leur groupe laissait à désirer.

Les communautés ont elles aussi été ignorées des processus d'intégration, et très peu de dispositions ont été prises pour les aider à surmonter leur passé violent et leurs relations complexes avec les groupes armés. Les stratégies visant à s'attaquer aux dynamiques locales ont souvent été entravées par la présence continue d'une partie d'un groupe armé intégré, l'arrivée d'un autre groupe armé, ou l'insécurité endémique imputable au fait que les FARDC ne sont parvenues ni à instaurer des mesures de contrôle efficaces, ni à protéger la population.

Outre l'intégration militaire, l'autre stratégie destinée à venir à bout des groupes armés—de plus

en plus répandue depuis 2009—a consisté à lancer des opérations militaires. Bien que ces opérations aient dans certains cas affaibli les différents groupes, elles n'ont guère permis d'endiguer la mobilisation armée générale, comme l'illustrent trois opérations militaires menées successivement de 2009 à 2012 : *Umoja Wetu* (« Notre unité »), *Kimia* (« Silence ») II et *Amani Leo* (« La paix aujourd'hui »). Ces opérations ont permis de déloger et de disperser certains des plus gros mouvements rebelles qui jouaient un rôle dominant au sein de leurs fiefs, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). D'autres groupes ont complètement disparu suite à l'intégration de l'armée—dont le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et la Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO).<sup>6</sup> Les zones précédemment contrôlées par ces groupes ont fait l'objet d'une profonde fragmentation. Les FARDC n'ont pas réussi à occuper et sécuriser ces zones, laissant la population en proie à des attaques de représailles et des actes de pillage. Ce phénomène a d'une part conduit à l'apparition d'un espace permettant à d'autres groupes armés de circuler et, d'autre part, il a été perçu comme justifiant une nouvelle mobilisation à des fins d'« auto-défense », en particulier dans les zones sujettes à une forte dynamique des conflits locaux.

Un grand nombre des individus qui ont relancé la mobilisation armée étaient des officiers déserteurs des FARDC qui avaient précédemment servi dans des groupes rebelles, agissant en tandem avec les autorités locales. Ces déserteurs n'étaient généralement pas des ex-chefs rebelles de rang élevé mais des officiers de rang intermédiaire qui s'étaient sentis marginalisés par la domination exercée par certaines factions puissantes au sein de l'armée sur la base de critères ethniques. Cette dynamique a été particulièrement manifeste lors d'un processus de réforme de l'armée mené en 2011, appelé régimentation, suite auquel des dizaines d'officiers ont décidé de désertir, faute de s'être vu confier un poste de commandement.

En 2011, le processus électoral a entraîné un nouvel élan de mobilisation des groupes armés, les candidats aux élections exploitant les groupes armés et se livrant à des surenchères d'ordre ethnique pour gagner des voix.<sup>7</sup> Ce phénomène s'est accompagné d'une baisse de l'activité minière et d'une hausse des tensions dans le secteur minier

---

artisanal—moteur clé de l'économie dans l'est du Congo—en raison de la chute vertigineuse du prix des matières premières, de la présence croissante du secteur minier industriel et de changements au niveau du cadre réglementaire.<sup>8</sup> La conjugaison de ces différents facteurs a entraîné un élan spontané vers la fragmentation. De plus en plus de petits groupes armés ont aggravé le climat d'insécurité et les conflits locaux, lesquels ont nourri une nouvelle vague de mobilisation armée—notamment en raison de scissions au sein des groupes armés existants—et une militarisation des conflits locaux encore plus forte.

Malgré le peu de réussite qu'ont connu les opérations militaires dans la lutte contre la mobilisation armée, le gouvernement a continué d'y recourir avec vigueur. Le gouvernement de Kinshasa, face à l'échec de plusieurs processus de négociation et d'intégration menés en 2012 et 2013, a décidé de mettre un terme à l'intégration globale des groupes armés au sein des FARDC. Les combattants rebelles peuvent encore aujourd'hui être intégrés dans l'armée, mais à titre individuel et seulement après avoir suivi une formation dans les bases militaires de Kamina ou de Kitona. Ceux qui souhaitent regagner la vie civile peuvent, en théorie, passer par un nouveau programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) annoncé en décembre 2013. Cependant, le gouvernement n'ayant pas réussi à mobiliser les fonds et à instaurer les structures organisationnelles nécessaires, la mise en œuvre de ce plan a été lente.<sup>9</sup> Entre-temps, les opérations *Sokola* (« Nettoyer ») I et II, lancées en 2014 et 2015 contre les mouvements rebelles étrangers des FDLR et des *Allied Democratic Forces* (ADF, Forces démocratiques alliées), ont accentué la volatilité et la fragmentation, d'autant plus que ces groupes sont profondément ancrés dans la politique locale.<sup>10</sup>

### Implications au niveau des politiques

La présence d'une multitude de groupes armés dans l'est du Congo, devenus compétitifs et concurrentiels dans une série d'alliances et de contre-alliances, a provoqué une profonde instabilité. Tout d'abord, elle gêne l'identification des auteurs de violations—dans certains contextes, il est de plus en plus difficile d'attribuer les atrocités et les violations à un groupe particulier. Il en résulte un climat d'impunité et d'incertitude.

Ensuite, les populations se sentent de plus en plus prises au piège entre des factions armées concurrentielles, se faisant accuser de collaborer avec tel ou tel groupe et se voyant infliger une punition en conséquence.

En outre, dans des contextes extrêmement fragmentés, chaque événement qui affecte la dynamique du conflit et les constellations du pouvoir local, par exemple les opérations militaires, déclenche une réaction en chaîne qui peut facilement déraiser. Puisque plusieurs dilemmes d'ordre sécuritaire sont imbriqués, la montée en puissance ou l'affaiblissement d'une faction est susceptible d'inviter les groupes concurrents à démontrer leur force. Cela a une forte incidence sur les opérations militaires. Celles-ci ne visent généralement qu'un groupe particulier, et il est rare que les FARDC parviennent à instaurer un contrôle et une sécurité efficaces. Par conséquent, ces opérations ne contribuent souvent qu'à légèrement secouer le kaléidoscope des groupes armés, sans réduire leur influence ou leur nombre.

Si les opérations militaires, telles qu'elles sont menées à l'heure actuelle, semblent être inefficaces dans ce contexte d'hyper-fragmentation, il est difficile de savoir quel type d'interventions non militaires pourrait fonctionner. La version révisée de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilité, ou I4S, insiste fortement sur le dialogue communautaire et la consolidation de la paix locale. Pourtant, des entrepreneurs politico-militaires sans scrupules entravent souvent la résolution des conflits locaux en les exploitant pour servir leurs propres intérêts. Les groupes armés et les élites alliées torpillent sans cesse les efforts de dialogue et de réconciliation, par exemple en présentant les opinions xénophobes comme des griefs communautaires. En outre, les initiatives destinées à résoudre la dynamique des conflits locaux sont parfois mal conçues, reposant sur une analyse médiocre et ne tenant pas compte des liens entre communautés, groupes armés et élites pures et dures. Par ailleurs, étant donné que, dans certains cas, les conflits locaux ne nourrissent la mobilisation des groupes armés que de manière indirecte, un apaisement de ces conflits peut ne pas éliminer immédiatement l'activité des groupes armés, même s'il s'agit là d'une condition sine qua non pour instaurer une stabilité à long terme.

---

Pour résumer, la lutte contre la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo présente un véritable défi et exige une démarche de longue haleine. Une première étape, tant pour le gouvernement congolais que pour les acteurs internationaux, pourrait consister à élaborer de nouvelles politiques axées spécifiquement sur les groupes armés eux-mêmes. En effet, hormis des opérations militaires relativement ponctuelles, il n'existe pas à l'heure actuelle de politique globale visant à convaincre les groupes armés de déposer les armes. Ceux d'entre eux qui seraient disposés à négocier leur reddition ne savent toujours pas précisément quelles conditions et quelles perspectives leur seront proposées.

On constate également que trop rares sont les efforts destinés à lutter contre la problématique des élites politiques et économiques qui nourrissent la mobilisation armée—qu'il s'agisse d'exiger d'elles qu'elles rendent directement compte de leurs actes, d'entraver leurs opérations ou de les convaincre de changer de comportement en les soumettant à des pressions d'ordre social et moral. Pourtant, toute mesure de lutte contre la mobilisation qui ne se rapprocherait pas de ces élites a peu de chances d'être durable.

Une autre démarche indispensable pour assurer la stabilité à long terme est la réforme de l'armée. Les déserteurs ont joué un rôle clé dans la création de nouveaux groupes armés, ce qui indique qu'il faut améliorer les conditions du service militaire et mieux régler la répartition des grades et des postes. En outre, si elles ne font pas confiance à la neutralité et aux capacités protectrices de l'armée, les populations auront forcément tendance à soutenir les groupes armés, ne serait-ce que parce qu'elles offrent une dernière ligne de défense.

Bien que moins visibles que les mouvements rebelles de plus grande ampleur—du moins du point de vue international—, les petits groupes armés sont un facteur clé d'insécurité et de volatilité. Les ignorer pourrait affecter toute chance d'améliorer le piètre climat sécuritaire qui règne dans l'est du Congo. Malheureusement, le gouvernement et les acteurs internationaux sont actuellement plus intéressés par les processus électoraux et de décentralisation déficients en cours. Étant donné que, dans le contexte actuel de fragmentation politique et militaire, ces processus ne présentent qu'une volatilité encore plus prononcée, il semble primordial de refocaliser l'attention sur les groupes armés.

---

## Notes

1 Jason Stearns et Christoph Vogel, « The Landscape of Armed Groups in Eastern Congo ». Congo Research Group, Center on International Cooperation, décembre 2015. (<http://congoresearchgroup.org/essay-the-landscape-of-armed-groups-in-eastern-congo-2/>)

2 Pour une discussion plus poussée sur les mécanismes sous-jacents à la mobilisation des groupes armés, veuillez consulter Jason Stearns, Judith Verweijen et Maria Eriksson Baaz, *Armée nationale et groupes armés dans l'est du Congo : Trancher le nœud gordien de l'insécurité*, Londres : Institut de la Vallée du Rift, 2013. (<http://riftvalley.net/publication/arm%C3%A9e-nationale-et-groupes-arm%C3%A9s-dans-l%E2%80%99est-du-congo>)

3 Jason Stearns, « Causality and Conflict: Tracing the Origins of Armed Groups in the Eastern Congo », *Peacebuilding* 2/2 (2014) : 157–71.

4 Séverine Autesserre, *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010.

5 Maria Eriksson Baaz et Judith Verweijen. « The Volatility of a Half-cooked Bouillabaisse: Reflections on Rebel-military Integration and Conflict Dynamics in Eastern DRC », *African Affairs* 112/449 (2013) : 563–82.

6 Concernant le CNDP, voir Jason Stearns, *Du CNDP au M23 : Évolution d'un mouvement armé dans l'est du*

*Congo*, Londres : Institut de la Vallée du Rift, 2012 (<http://riftvalley.net/publication/cndp-m23>) ; concernant la désintégration des PARECO, voir Jason Stearns, *PARECO : Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu*, Londres : Institut de la Vallée du Rift, 2013. (<http://riftvalley.net/publication/pareco>)

7 Stearns et al., *Armée nationale et groupes armés dans l'est du Congo*.

8 Jeroen Cuvelier, Steven Van Bockstael, Koen Vlassenroot et Claude Iguma. « Analyzing the Impact of the Dodd-Frank Act on Congolese Livelihoods », préparé par le DRC Affinity Group, New York : Social Science Research Council, 2014. ([https://s3.amazonaws.com/ssrc-cdn1/crmuploads/new\\_publication\\_3/%7B57858126-EF65-E411-9403-005056AB4B80%7D.pdf](https://s3.amazonaws.com/ssrc-cdn1/crmuploads/new_publication_3/%7B57858126-EF65-E411-9403-005056AB4B80%7D.pdf))

9 Christoph Vogel, « Congo's Immobilized Demobilization Plan », *christophvogel.net*, 12 novembre 2014. (<http://christophvogel.net/2014/11/12/congos-immobilised-demobilisation-programme/>)

10 Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, S/2015/797, « Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 16 octobre 2015. (<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N15/292/18/PDF/N1529218.pdf?OpenElement>)



## Remerciements

La version anglaise de ce briefing a été rédigée par Victoria Khroudina. La traduction française a été faite par Catherine Dauvergne-Newman (*horizons*). Image de couverture © MONUSCO/Sylvain Liechti.

Ce document est un produit du Political Settlements Research Programme (PSRP), financé par UK Aid du UK Department for International Development (DFID) au profit des pays en développement. Toutefois, les opinions exprimées et les informations qu'il contient ne sont pas nécessairement celles du DFID ou celles endossées par lui. DFID ne peut accepter aucune responsabilité pour de telles opinions ou informations ou pour la confiance placée en eux. Le document est disponible en téléchargement gratuit depuis [www.riftvalley.net](http://www.riftvalley.net) et [www.politicalsettlements.org](http://www.politicalsettlements.org).

Le Rift Valley Institute œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

Copyright © Rift Valley Institute 2015. Publié au titre de la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives License (CC BY-NC-ND 4.0).